



Déclaration de l'AIM sur la santé dans toutes les politiques

Introduction

Dans sa constitution, l'OMS définit la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Sur la base de cette définition, on peut d'ores et déjà supposer qu'une bonne santé ne dépend pas uniquement des soins de santé. Il est largement admis de nos jours que d'autres aspects de la vie quotidienne tels que l'éducation, l'inclusion sociale, les normes relatives au logement ou encore un emploi constructif déterminent la santé et le bien-être d'un individu.

La notion de santé dans toutes les politiques est loin d'être nouvelle. L'article 9 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lui-même en fait déjà état. L'idée derrière ce concept est assez explicite : la santé ne dépend pas seulement de la prestation des services de santé, mais également et surtout d'autres éléments déterminants qui affectent les circonstances dans lesquelles les individus naissent, apprennent et vieillissent ; des éléments déterminants qui peuvent s'avérer loin d'être à l'avantage de la santé des citoyens.

Les modes de vie et la consommation d'énergie du 21^{ème} siècle évoluent en effet au détriment de notre santé et de notre bien-être. Les environnements favorables à l'obésité doivent être abordés aussi sérieusement que le dérèglement climatique.

De même que les enjeux de santé mentale, l'obésité est une maladie symbolique de « notre société de consommation mondialisée ». La façon dont nos modes de vie ont évolué, influencés par de nouvelles manières essentiellement sédentaires de travailler et de communiquer, a entraîné des problèmes d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée qui influencent à leur tour notre bien-être mental et physique, mais aussi de nouvelles formes de dépendances comportementales ainsi que des habitudes alimentaires et d'achat qui menacent notre santé et notre environnement. Une attention particulière, qui prenne en considération tous les facteurs de risque, doit être prêtée aux approches concernant les changements environnementaux si l'on souhaite aborder ces enjeux¹ de manière efficace. Les politiques futures doivent répondre efficacement à ces troubles afin d'améliorer et de préserver la santé publique. Tous les secteurs, de la santé à l'industrie en passant par l'éducation, l'agriculture, l'environnement, la protection des consommateurs et les sports doivent être impliqués. Des formes de gouvernement interconnectées et de nouveaux partenariats sont nécessaires.

Au vu de ces affirmations, l'AIM souligne le besoin urgent de mettre pleinement en application la santé dans toutes les politiques au bénéfice de la santé et du bien-être des citoyens, mais aussi des économies dans leur ensemble. Les populations en bonne santé influençant la croissance et la productivité de manière positive, une telle mise en application contribuerait à améliorer les résultats économiques et à assurer la durabilité des systèmes de soins de santé.²

Afin d'établir convenablement la santé dans toutes les politiques, l'AIM propose la série de recommandations suivante aux États membres et aux institutions européennes.

1. Kickbusch, 6-7

2. Le projet de la Carélie du Nord en Finlande, qui a plus tard été étendu à une échelle nationale, constitue un bon exemple des avantages que peuvent apporter des approches de prévention basées sur la communauté et de santé dans toutes les politiques. Ce projet a permis une baisse considérable des maladies cardio-vasculaires dans le pays et a ainsi réduit les coûts liés au traitement de ces maladies. [Plus d'informations.](#)



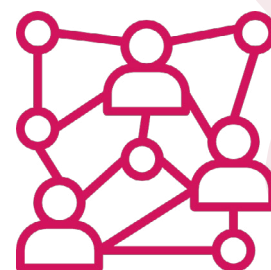


Nous encourageons les politiques des États membres et les réglementations européennes à aborder **TOUS les éléments déterminants de la santé**.

La progression des maladies chroniques, de l'obésité et des problèmes de santé mentale exige un changement d'état d'esprit vis-à-vis de la conception des soins de et de la préservation de la santé. Notre environnement et nos déterminants sociaux au sens large influencent notre santé. Les politiques et les initiatives qui se concentrent uniquement sur les systèmes de soins de santé sont inutiles. Des résultats efficaces et durables ne peuvent être obtenus que par le biais d'un travail intersectoriel et en abordant tous les éléments déterminants de la santé, notamment la sécurité alimentaire, le logement, l'éducation, le pouvoir d'achat, le soutien social, le statut social, le savoir et l'environnement physique, entre autres. Les « conclusions du Conseil sur l'équité et la santé dans toutes les politiques » de 2010 avaient déjà mis en lumière ces facteurs comme motifs de mauvaise santé, et reconnu l'importance d'initiatives intersectorielles afin de maximiser le potentiel de santé des citoyens européens.³ Les limites du rendement économique devraient être prises en considération. S'il semble efficace de réduire le personnel dans les entreprises et au sein des services publics et de délocaliser la production, les coûts sociétaux prennent d'autres aspects : davantage de chômage ou de sous-emploi, une charge de travail accrue pour les travailleurs restants, une plus grande précarité professionnelle et économique. Tout cela génère davantage de stress et de burnouts, plus de maladies et une dégradation environnementale accrue. Le rendement économique doit être un objectif, mais pas à tout prix. Si les limites sont franchies, la charge pour la société et la santé publique n'en sera que plus importante.

La politique publique est considérée comme étant l'un de outils les plus puissants pour créer des sociétés plus saines. Une plus grande attention doit être prêtée à la santé lors du développement ou de la révision de politiques existantes. Les enjeux sanitaires et environnementaux doivent remonter dans la volonté politique et les programmes qui en découlent.

Nous appelons à une plus grande **coopération intersectorielle** pour l'élaboration et la mise en application de politiques.



Les politiques gouvernementales seules ne contribueront pas à créer des environnements et des sociétés plus sains. La santé devrait intégrer les approches d'autres acteurs de la société, notamment le secteur privé. Toutes les parties prenantes devraient être impliquées et renforcer leur engagement envers la santé publique (avant le profit). Des partenariats devraient être établis entre différents niveaux de gouvernements, académies, organisations professionnelles, entreprises, organisations non-gouvernementales, mutuelles, caisses de soins de santé, etc. Pour permettre cette coopération, une connaissance du cycle d'élaboration des politiques et des processus déci-

sionnels des autres acteurs est nécessaire. Des capacités doivent être développées, étant donné que la mise en application et la promotion de la santé dans toutes les politiques nécessite de nouvelles connaissances et compétences pour une vaste multitude d'individus et d'institutions, notamment des professionnels de la santé, des ministères et des institutions.⁴

Un rôle essentiel pour les entreprises de l'économie sociale

Si le secteur privé à but lucratif peut s'avérer un partenaire important dans la concrétisation de la santé, et qu'il occupe un rôle croissant dans l'élaboration des

3. Rat, 4

4. WHO, 16-17

politiques, son implication doit être considérée attentivement afin d'empêcher des intérêts privés à but lucratif de prendre le pas sur les intérêts publics. En outre, des mesures adéquates visant à gérer les conflits d'intérêts sont nécessaires.⁵

En ce qui concerne l'échelle de travail, la devise consistant à penser globalement et agir localement (« Think globally, act locally ») n'a rien perdu de son sens : un environnement sain et un mode de vie sain incarnent tous deux les préoccupations de tous : mutuelles, bénévoles, entreprises, responsables gouvernementaux, systèmes d'éducation et communautés locales .

Enfin, l'impact de toutes les politiques principales et propositions politiques devrait être mesuré du point de vue de la santé, et, une fois mises en application, leur impact sur les éléments déterminants de la santé devrait être suivi. Une évaluation de l'efficacité des études d'impact doit également être menée.⁶



Nous soulignons la nécessité de **nouveaux modèles de financement**.

Les enjeux sanitaires du 21^{ème} siècle nécessitent des engagements budgétaires sur le long terme. La santé dans toutes les politiques ne peut être atteinte qu'en créant de nouvelles formes de « budgétisation et de responsabilité transdépartementales ». Un tel financement devrait se baser sur une étude adéquate des effets sur la santé.

De nouvelles manières de subventionner et de financer des initiatives gouvernementales communes ainsi que de nouveaux partenariats au profit de la santé doivent être envisagés.⁷ D'autre part, lorsqu'un État décide de décentraliser sa politique de promotion de la santé et de

prévention des maladies, des structures de responsabilité financière devraient être mises en place afin que les autorités décentralisées puissent poursuivre les activités nécessaires.

Lors de la planification des budgets, il conviendrait d'accepter le fait que la santé et le bien-être ont un prix. Ces coûts ne devraient pas être imputés aux victimes de mauvaises conditions de travail et d'environnements malsains, mais à la société dans son ensemble avec un impôt juste pour tous les acteurs économiques en condition préliminaire.

Nous faisons valoir l'avantage de l'**engagement au niveau local**.



La santé commence à l'endroit même où les gens vivent. Leur environnement direct possède une grande influence et devrait donc faciliter la vie saine et le bien-être. Toutes les activités gouvernementales locales sont pertinentes face à la santé, de « la collecte des déchets aux programmes de développement, qui jouent d'ores et déjà un rôle essentiel dans la création d'une société en bonne santé ».⁸ Les stratégies et les politiques au niveau local devraient englober la notion de santé dans toutes les politiques et devraient être développées en collaboration avec les citoyens eux-mêmes. Les environnements locaux devraient favoriser la santé et le bien-être. Au niveau local également, des études d'impact devraient être menées afin d'évaluer l'effet des politiques sur les populations locales. Les entités gouvernementales locales devraient également être soutenues financièrement et des capacités devraient être développées là où elles semblent nécessaires.

5. Leppo, 10

6. [Think globally, act locally.](#)

7. Kickbusch, 10

8. Kickbusch, 33

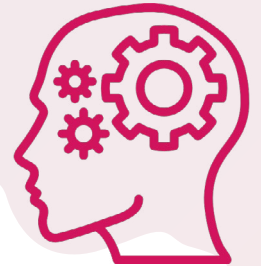


Nous mettons l'accent sur l'importance de **la prévention et des soins primaires**.

Un changement d'état d'esprit vis-à-vis de la perception de la santé devrait privilégier la prévention des maladies, la gestion des maladies chroniques et les interventions précoces. Le point focal doit passer des patients aux citoyens et aux sociétés/communautés en tant qu'ensemble. Les services doivent être davantage intégrés et la coopération entre les institutions et au-delà doit être encouragée. La prévention doit être appréhendée au sens large ; d'une planification adéquate du personnel à l'éducation en matière de santé sexuelle dans les écoles en passant par la mise en place de taxes élevées sur les produits néfastes et la promotion du recyclage et de l'économie d'énergie. En outre, les nou-

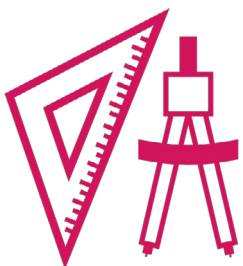
velles sciences comportementales et plus particulièrement la méthode du « nudging » (concept qui fait valoir que des suggestions indirectes peuvent influencer la prise de décision de manière aussi efficace sinon plus que l'instruction directe, NDLT) devraient être prises en considération lors de l'élaboration de politiques et du développement d'initiatives de promotion de la santé et de prévention des maladies. Cette manière nouvelle et non-imposée de 'contrôler' le comportement respecte la liberté de choix des consommateurs tout en encourageant ou en « faisant la promotion » du choix le plus sain.⁹

Nous encourageons l'amélioration des **connaissances en matière de santé** des populations.



Une recherche montre clairement le lien entre de faibles connaissances en matière de santé et la santé et le bien-être des citoyens en général. C'est pourquoi il est vital de responsabiliser les populations à faire des choix plus sains et à devenir les acteurs de leur propre santé. Les sociétés du 21^{ème} siècle requièrent de nouvelles compétences en matière de santé et requièrent davantage d'efforts pour atteindre de meilleurs niveaux de connaissance et développer des environnements propices au développement de celle-ci.¹⁰

Réduire les inégalités permet une amélioration des connaissances en matière de santé, et par conséquent l'autonomisation des patients. Pour ce faire, tous les acteurs doivent s'engager à améliorer les connaissances des citoyens. Certaines actions pourraient y contribuer, notamment le renforcement de l'engagement à l'éducation à la santé des enfants dans les écoles, l'intégration des connaissances en matière de santé dans les cursus médicaux et de sciences de la santé ou encore la transformation des hôpitaux en environnements plus propices à la connaissance.



Nous suggérons un changement dans la manière d'**évaluer la santé et les résultats sanitaires**.

La manière d'évaluer la santé devrait être étendue afin d'inclure la santé sociale, mentale et émotionnelle outre la santé physique. Le bien-être d'un peuple ne se mesure pas seulement par des aspects économiques tels que le PIB. De nouveaux indices comprenant d'autres aspects essentiels tels que l'éducation, la durabilité de l'environnement ou la distribution des revenus sont de plus en plus util-

9. [Plus d'informations.](#)

10. Kickbusch, 7

isés¹¹ et devraient être développés davantage afin de pouvoir établir des comparaisons internationales constructives et évaluer les progrès nationaux. Une approche plus holistique permettrait de mettre en lumière les politiques et initiatives couronnées de succès dans différents domaines et par conséquent encourager leur mise en place dans différents États membres. De telles comparaisons ne peuvent s'appuyer que sur des données constructives et comparables.

*Nous soulignons le potentiel des **mégadonnées** pour la santé dans toutes les politiques.*



Les mégadonnées englobent de grandes quantités de données produites très rapidement par un grand nombre de sources diverses et couvrent de nombreux secteurs, des soins de santé aux transports en passant par l'énergie. Elles constituent une énorme opportunité pour l'amélioration de la santé publique entre autres. Les données administratives anonymisées peuvent être reliées entre secteurs gouvernementaux et géocodées. Ces précieuses informations, combinées à d'autres données récoltées par des senseurs ou des individus, peuvent contribuer à voir naître de nouvelles recherches, ce qui fédèrera l'épidémiologie, les sciences sociales et les sciences d'information géographique comme jamais auparavant.¹² Une telle augmentation du potentiel des données permettrait de promouvoir une meilleure compréhension des liens entre des éléments déterminants plus larges ainsi que la santé et le bien-être de la population, de même qu'elle permettrait le développement d'actions et de politiques plus efficaces pour une meilleure santé.



*Nous exhortons la Commission européenne et les États membres à continuer de rechercher les avantages potentiels d'une **approche contextuelle** de la santé dans toutes les politiques.*

Afin d'atteindre la santé dans toutes les politiques, une méthode intégrant une action vis-à-vis des facteurs de risques est nécessaire. L'approche contextuelle de la promotion de la santé et de la prévention des maladies implique une méthode holistique et pluridisciplinaire. Découlant de la charte d'Ottawa¹³, une telle approche intégrée a sans aucun doute le potentiel de « développer des compétences personnelles, agir de diverses manières sur différentes politiques, redessiner des environnements, construire des partenariats, aboutir à des changements durables par le biais de la participation et développer l'autonomisation

et le sentiment de propriété des changements ». Si ces possibilités ne sont pas négligeables, la nature même de cette approche, liée au contexte, rend très difficile « l'homogénéisation » potentielle d'une solution, le développement d'une réponse « universelle ». En outre, le travail en contexte pourrait menacer d'accroître les inégalités sanitaires en laissant certains groupes hors du champ d'action (les personnes sans emploi, par exemple).

Lors du développement d'une telle approche, les États membres devraient faire particulièrement attention à ce danger. Une approche ascendante, qui

11. L'indice de développement humain des Nations unies prend par exemple en compte « la santé/la longévité », « le savoir » et « le niveau de vie ». D'autres intègrent les inégalités, les inégalités liées au sexe, etc. ([Plus d'informations](#) - en anglais)

12. Kickbusch, 57

13. [Plus d'informations.](#)

assure dès le début l'implication de toutes les parties prenantes, notamment des citoyens eux-mêmes, semble être la plus appropriée pour atteindre la santé dans toutes les politiques.

En tant que mutuelles de soins de santé et caisses d'assurance maladie, les membres de l'AIM s'engagent bien évidemment à rechercher la coopération avec des acteurs d'autres branches afin d'améliorer la santé de leurs adhérents. Certains collaborent d'ores et déjà avec le secteur éducatif, par exemple, une collaboration qui permet le développement de campagnes de promotion de la santé et de prévention des maladies plus efficaces en direction des enfants. Les mutuelles de soins de santé endossent également la responsabilité de montrer l'exemple. En effet, elles occupent également le rôle d'employeurs et d'entrepreneurs. En tant que tels, elles créent des conditions de travail pour leurs employés et des conditions de coopération pour leurs partenaires économiques qui devraient également refléter la notion de santé dans toutes les politiques. En outre, les membres de l'AIM souhaitent mettre davantage l'accent sur les soins primaires et préventifs ainsi que sur les interventions au niveau local. Dans la même veine, ils travaillent activement en faveur de l'amélioration des connaissances en matière de santé de leurs adhérents. Les membres de l'AIM s'engagent à poursuivre leur travail en vue de libérer le plein potentiel de la santé dans toutes les politiques, et espèrent que les institutions de l'Union européenne et les États membres partageront cet engagement.

Sources

Conseil de l'Union européenne, « Conclusions du Conseil sur l'équité et la santé dans toutes les politiques : solidarité en matière de santé », 3019^{ème} réunion du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, Bruxelles, 8 juin 2010.

Kickbusch, Ilona, *Healthy Societies: Addressing 21st Century Health Challenges* (« Des sociétés en bonne santé : aborder les enjeux de santé du 21^{ème} siècle »), Gouvernement d'Australie-Méridionale : Adélaïde, 2008.

Klein, Naomi, *Dire non, et après ? Contre la stratégie du choc de Trump*, Chicago, Haymarket Books, 2017.

Leppo, Kimmo et al., *Health in all Policies. Seizing Opportunities, implementing policies* (« La santé dans toutes les politiques. Saisir des opportunités, instaurer des politiques »), Ministère des Affaires sociales et de la Santé, Finlande, 2013.

Ståhl, Timo et al., *Health in all Policies: Prospects and potentials* (« La santé dans toutes les politiques : perspectives et potentialité »), Ministère des Affaires sociales et de la Santé, Finlande, 2006.

Whitelaw, Sandy et al. "Settings' based health promotion: a review" (« La promotion de santé basée sur le contexte : une analyse »), *Health Promotion International*, Volume 16, parution du 4 décembre 2001.

OMS, *Accord-cadre d'Helsinki pour les initiatives nationales*, OMS : Genève, 2014.

AIM est l'association internationale des mutuelles de santé et des caisses d'assurance-maladie en Europe et à travers le monde. Grâce à ses 63 membres dans 28 pays, AIM fournit une couverture santé à 240 millions de personnes dans le monde et environ 200 millions en Europe par le biais d'une assurance-maladie de base et/ou complémentaire ainsi qu'en gérant des structures sociales et sanitaires. AIM lutte pour défendre l'accès aux soins pour tous en proposant des assurance-maladie solidaires et sans but lucratif. Son objectif est de fournir à ses membres une plateforme d'échange sur des questions communes et de représenter leurs intérêts et leurs valeurs auprès d'institutions européennes et mondiales.



AIM

Plus d'informations : www.aim-mutual.org • Twitter: @AIM_healthcare
Contact: Jessica Carreño Louro • jessica.carreno@aim-mutual.org